

Edito | Philippe "démissionné", Castex arrive à Matignon

Cela n'aura pas traîné... Après avoir vanté les mérites d'Edouard Philippe devant les représentants de la presse régionale et en avoir fait, juste un peu trop, en affirmant : « nous avons une relation de confiance qui est, d'un certain point de vue, unique à l'échelle de la V^e république » Emmanuel Macron lui a demandé de démissionner. Un grand classique de notre monarchie républicaine et, en l'occurrence, une décision qui, bien entendu, n'est pas étrangère au hiatus qui s'installait entre la popularité d'un premier ministre qui semblait être apprécié pour avoir 'fait le job', sans en rajouter, et celle du président, en cette période de grave crise sanitaire et sociale.

Il n'est pas sûr que le calcul présidentiel le protège d'un retour, le moment venu, du maire du Havre dans la course à la présidentielle. N'oublions pas qu'il appartient toujours à la famille des « Républicains » Pour parer à cela selon nos confrères du service politique de France Info Emmanuel Macron l'aurait chargé de rassembler - de recréer? - une majorité autour d'En Marche, du Modem et d'Agir. En tout cas, en nommant Jean Castex, un Gersois qui n'a pas perdu son accent de Vic Fezensac en devenant maire « L R » de Prades en 2008, et en le restant depuis, l'hôte de l'Elysée s'est dit, assurément, qu'il pouvait espérer être tranquille de ce côté-là.

Cette nomination, à laquelle les conversations qu'Emmanuel Macron a régulièrement avec Nicolas Sarkozy doit sans doute, aussi, à l'ancien président dont il fut l'un des plus proches à l'Elysée. Un haut fonctionnaire qui a occupé un poste de grande responsabilité dans le secteur de la santé, ce qui lui a valu le choix de piloter la mise en œuvre du déconfinement. Et de conforter le président dans le désir de le nommer à Matignon, tout en s'autorisant une manière de clin d'oeil aux maires de France, si souvent brossés dans le sens du poil depuis l'automne 2018.

Comprenons, en attendant la composition du gouvernement que ce départ et cette nomination préfigurent l'étape du quinquennat consacrée à la prochaine campagne présidentielle. Et, ce, au-delà des mots et de l'annonce la veille « d'une rentrée difficile », qui le sera d'autant plus que le chantier de la réforme des retraites va être rouvert au pire des moments, celui de l'hécatombe annoncée en matière d'emplois. La réputation de négociateur calme de Jean Castex ne sera pas de trop pour apaiser la colère syndicale, celle de Laurent Berger n'étant pas des moindres.



Joël Aubert

Crédit Photo :
Publié sur aqui.fr le 03/07/2020
[Url de cet article](#)